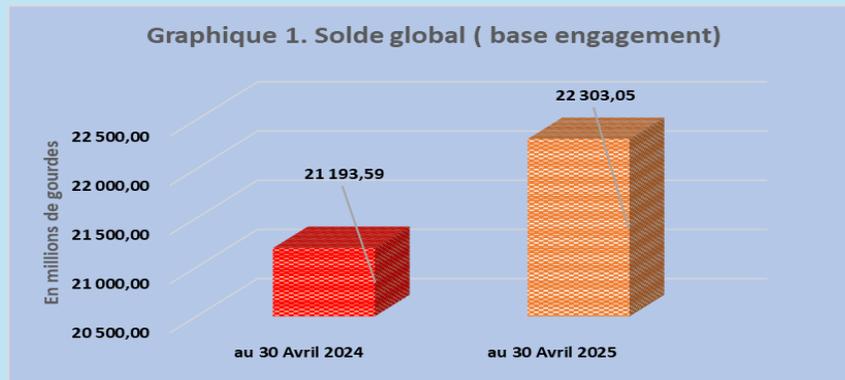


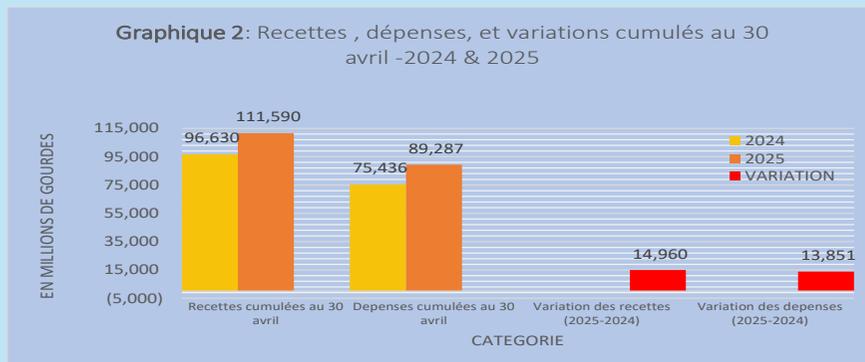


## 1. PERFORMANCE FINANCIÈRE

- Le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) pour les sept premiers mois de l'exercice fiscal 2024-2025 affiche un solde global (base engagement) de 22,3 milliards de gourdes, contre 21,2 milliards de gourdes un an auparavant.



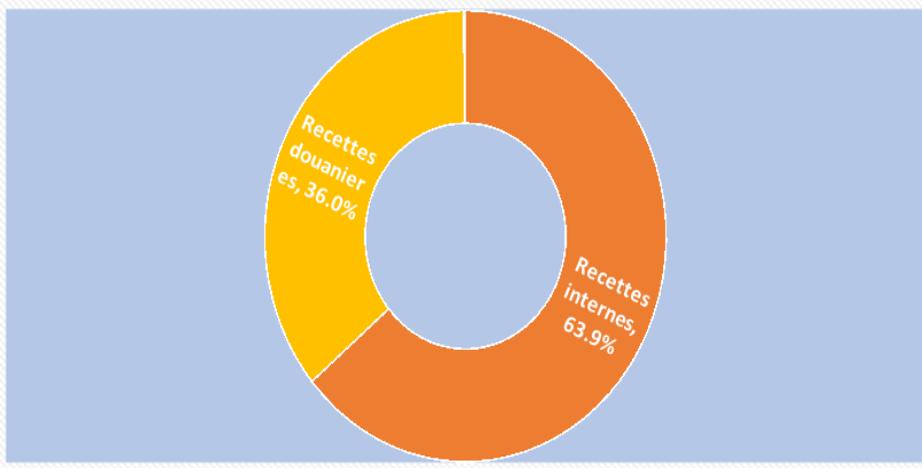
- L'évolution du solde s'explique par une augmentation des dépenses de 18% (13,8 milliards de gourdes) et une progression des recettes de 15% (14,9 milliards de gourdes).



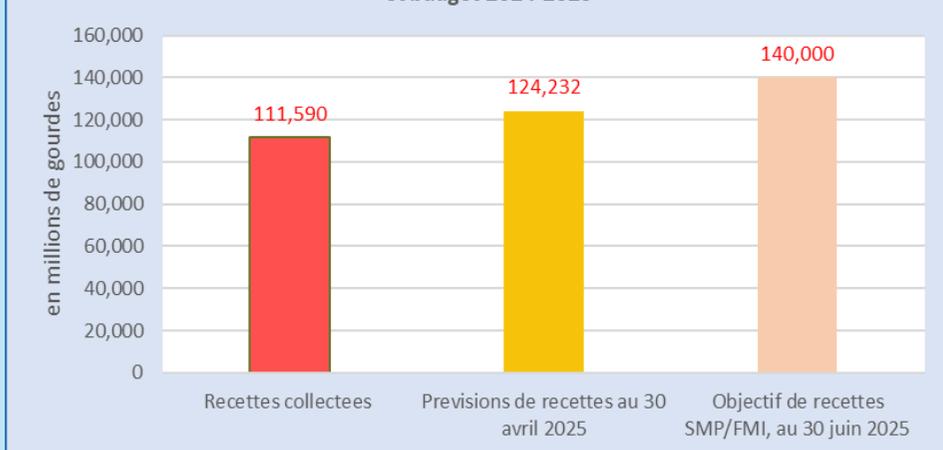
## 2. RECETTES COURANTES

- Au terme du mois d'avril 2025, les administrations fiscales et douanières ont collecté environ 111,6 milliards de gourdes, représentant :
  - 90 % de l'objectif de collecte de la période fixé à 124,2 milliards de gourdes ;
  - 80% de l'objectif fixé à 140 milliards de gourdes au 30 juin 2025, dans le cadre du programme SMP convenu avec le **Fonds Monétaire International (FMI)**.
- Au 30 Avril 2025, il convient de noter que :**
  - Les recettes internes ont augmenté en glissement annuel de 16 %, passant de 61,7 milliards de gourdes à 71,3 milliards de gourdes, soit 64 % du total collecté.
  - Les droits d'accises enregistrent une hausse significative (+82 %) expliquée essentiellement par la bonne performance de la fiscalité pétrolière due à une certaine stabilité du taux de change.
  - Les recettes douanières ont progressé de 15%, s'établissant à 40,2 milliards de gourdes au 30 avril 2025 contre 34,8 milliards l'année précédente, représentant 36 % du total.

**Graphique 3: Repartition des recettes selon leur origine et leur contribution relative- Au 30 Avril 2025**



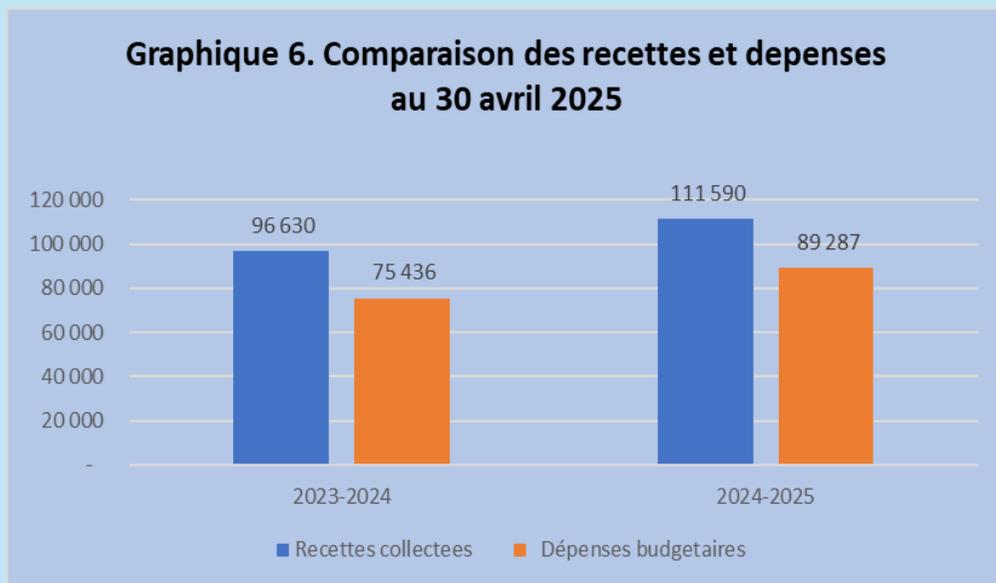
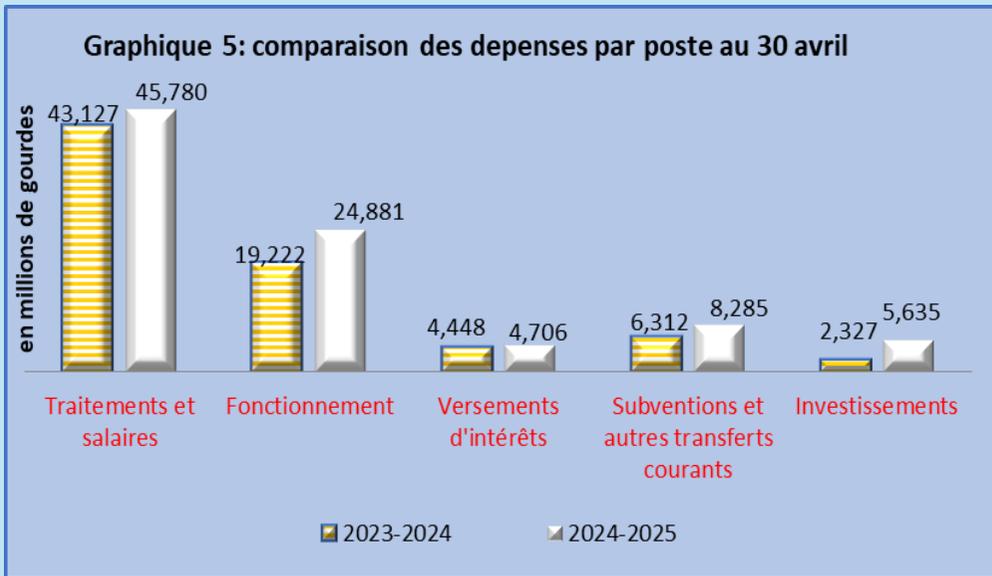
**Graphique 4: Recettes collectees au 30 avril 2025 versus Programme SMP et budget 2024-2025**



### 3. *DEPENSES PUBLIQUES*

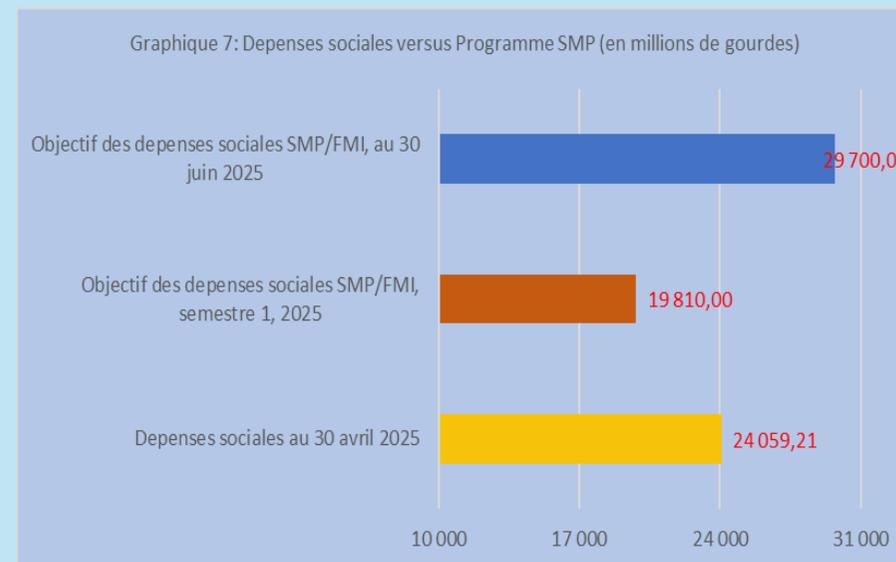
- Les dépenses publiques connaissent une croissance maîtrisée et structurellement dominées par les dépenses courantes. En effet, Les dépenses courantes, représentant 94 % du total, ont également augmenté de 14 % en glissement annuel, contre une hausse de 142 % pour les dépenses d’investissement.
- Les dépenses de capital financé sur ressources domestiques sont passées de 2,3 milliards de gourdes au 30 avril 2024 à 5,6 milliards au 30 avril 2025 dont 88 % sont allouées au programme d’investissement public et le reste, soit 699 millions de gourdes, en machinerie et équipement.
- La hausse des dépenses courantes à fin avril 2025 s'explique en grande partie par l'augmentation du poste « traitements et salaires », qui en représente 55 %. Ce poste a progressé de 6 % en glissement annuel, atteignant 45,8 milliards de gourdes en dépit de la baisse de l’effectif de la fonction publique expliquée essentiellement par des centaines d’avis de cessation depuis le début de l’exercice fiscal en cours. Toutefois, l’explication réside dans le fait que les autorités ont dû consentir des ajustements au niveau de certains avantages sociaux aux secteurs de l’Education, de la Police Nationale d’Haïti et de la Direction Générale des Impôts.

En somme, la politique visant à contenir le déficit budgétaire, qui repose principalement sur un contrôle rigoureux des dépenses de l’État, a été caractérisée par une maîtrise des dépenses qui, au terme du mois d’avril 2025, représentent 80 % des recettes encaissées, contre 78% comparées à la même période de l'année précédente. Il convient néanmoins de signaler les efforts du Ministère de l’Economie et des Finances pour accompagner les secteurs définis comme prioritaires dans le budget rectificatif dans le souci d’améliorer leur capacité d’absorption en vue de l’atteinte des objectifs fixés dans ledit budget.



#### 4. POINT SUR LES DEPENSES SOCIALES

- Les dépenses sociales engagées pour le compte des quatre ministères concernés, à savoir le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), le Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST) et le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), ont totalisé un montant de 24,1 milliards de gourdes au 30 avril 2025 ;
- Les dépenses sociales exécutées par le MENFP s'élèvent à 16,7 milliards de gourdes, soit 69.4% du montant total alloué à fin avril 2025 ;
- Au 30 avril 2025, les dépenses sociales engagées représentent 81% de la cible prévue dans le cadre du programme SMP avec le FMI établie à 29,7 milliards de gourdes.



## 5. SOURCES DE FINANCEMENT

- Au 30 avril 2025, le Trésor public a émis 96,3 milliards de gourdes de bons du trésor et en a remboursé 87,2 milliards sur la même période. Il en résulte, pour cette période, une augmentation de 6 % des émissions nettes du Trésor par rapport à la valeur observée un an auparavant ;
- Au 30 avril 2025, le financement monétaire affichait un solde de -8 milliards de gourdes, contre -12,2 milliards à la même date en 2024.

<b>Résumé des Finances Publiques d' octobre 2024 @ Avril 2025</b>			
<i>En millions de Gourdes</i>			
<b>Rubriques</b>	<b>2023-2024</b>	<b>2024-2025</b>	<b>Variation</b>
<b>Recettes courantes</b>	<b>96 630</b>	<b>111 590</b>	15%
Recettes internes:	<b>61 662</b>	<b>71 258</b>	16%
Recettes douanières	<b>34 789</b>	<b>40 168</b>	15,5%
Autres ressources fiscales	<b>179</b>	<b>163</b>	-9%
Autres a reclasser	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Dépenses Totales</b>	<b>75 436</b>	<b>89 287</b>	18%
<i>Dépenses courantes</i>	<b>73 109</b>	<b>83 652</b>	14%
Traitements et salaires	<b>43 127</b>	<b>45 780</b>	6%
Fonctionnement (achats de biens et services)	<b>19 222</b>	<b>24 881</b>	29%
Versements d'intérêts	<b>4 448</b>	<b>4 706</b>	6%
Subventions et autres transferts courants	<b>6 312</b>	<b>8 285</b>	31%
<i>Investissements</i>	<b>2 327</b>	<b>5 635</b>	142%
<b>Solde courant</b>	<b>23 521</b>	<b>27 938</b>	19%
<b>Solde global (base engagement)</b>	<b>21 194</b>	<b>22 303</b>	5%
<b>Solde global (base caisse)</b>	<b>18 346</b>	<b>4 176</b>	-77%
<b>Financement total</b>	<b>-18 346</b>	<b>-4 176</b>	-77%
<i>Financement externe (net)</i>	<b>-1 824</b>	<b>-2 319</b>	27%
Dons	<b>0</b>	<b>0</b>	
Amortissements	<b>-1 824</b>	<b>-2 319</b>	27%
<i>Financement interne (net)</i>	<b>-16 522</b>	<b>-1 856</b>	-89%
BRH (net)	<b>-12 210</b>	<b>-8 060</b>	-34%
Banques commerciales (net)	<b>4 462</b>	<b>9 125</b>	104%
Emissions de titres publics	<b>91 127</b>	<b>96 327</b>	6%
Amortissements	<b>-86 665</b>	<b>-87 202</b>	1%
Amortissement Obligations à LT	<b>-8 773</b>	<b>-2 921</b>	-67%
<b>Solde Primaire</b>	<b>22 085</b>	<b>22 928</b>	4%